

## L'impérialisme s'embourbe en Iraq

### Ce qui était facile s'est révélé difficile

La victoire militaire de l'impérialisme yankee et de ses partenaires anglais en Iraq a été rapide et avait l'air d'inaugurer une période tranquille d'occupation face à un peuple mis en échec. Ce triomphe a mené Bush, posant comme pilote sur un porte-avions, à proclamer la "fin des hostilités" et le début "du processus de reconstruction et de paix pour l'Iraq".

Mais aujourd'hui nous voyons un autre film: un occupant armé jusqu'aux dents mais coincé par la rancœur de la population, et dont les troupes ne peuvent pas sortir dans la rue sans protection, puisqu'à tout moment ils peuvent être la cible d'attaques, d'attentats et d'embuscades avec des mines, des fusées ou des bombes.

Le grand objectif de l'impérialisme, le pétrole, ne peut pas être pompé avec tranquillité parce que les attentats visent chaque fois plus l'infrastructure et les oléoducs et empêchent de transporter la production. Les pertes, seulement pour le dernier attentat contre l'oléoduc qui transporte du pétrole vers la Turquie, se chiffrent à presque 7 millions de dollars par jour.

La puissance occupante a besoin de tranquilliser sa propre population ainsi que l'opinion publique mondiale et c'est pourquoi elle essaye de dissimuler la situation réelle en Iraq. Les porte-parole du Pentagone se sont efforcés toute cette dernière période à nier qu'ils se trouvaient face à une "guerre de guérillas" de la résistance irakienne. Rumsfeld, le Secrétaire à la Défense, en est arrivé à dire qu'il refusait d'utiliser ce terme parce que "*ce qu'il y a, c'est un manque de compréhension et de communication*". Une autre excuse favorite de la presse pro-impérialiste est que les attaques sont le fruit "*d'éléments du régime évincé de Saddam*". La réalité réfute chaque jour cette affirmation.

### Un plan qui a failli

Le plan original des Etats-Unis se basait sur l'hypothèse qu'une fois le gouvernement de Saddam Hussein et son régime renversés, d'importants secteurs du peuple irakien (spécialement la majorité chiite, opprimée par l'ancien régime) soutiendraient l'occupation militaire pour "les avoir libérés" de la dictature. L'intention était de former rapidement un "gouvernement de transition" intégré par des figures politiques d'opposition à l'ancien régime. Ils cherchaient ainsi à institutionnaliser la nouvelle relation de domination coloniale et, à la fois, compter sur le soutien des masses. Mais ce plan a échoué complètement, sous tous ses aspects.

Les convocations effectuées par Paul Bremer, représentant du gouvernement des Etats-Unis, ont été boycottées par les groupes et les dirigeants les plus représentatifs. Il s'est formé un Conseil de 25 membres sans aucun soutien réel parmi la population. Une de ses figures les plus importantes est Ahmed Chalabi, un millionnaire lié à Bush, et qui a vécu pendant 45 années hors du pays. Certains membres de son groupe se sont proclamés "maire" de Bagdad et de Mossoul, mais ils ont été tellement répudiés par la population que même les autorités d'occupation ne les ont pas reconnus.

Signalons en passant qu'un représentant du Parti Communiste irakien fait partie de ce Conseil de vice-roi.

## Une guérilla inattendue et en progression

Avant le début des attentats contre ses troupes, le gouvernement yankee a tenu comme responsables, comme nous l'avons déjà indiqué, exclusivement les anciens fonctionnaires et militaires de l'ancien régime: *"La capture de Saddam et de ses fils aurait un effet bénéfique parce que cela démoraliserait les sympathisants du régime renversé et réduirait la violence contre les soldats des Etats-Unis."* (déclarations de Paul Bremer, 22/7). Mais la réalité nous montre de plus en plus que, même après les meurtres sur les deux fils de Saddam, Uday et Qusay, la guérilla non seulement s'est maintenue, mais elle s'est développée en intensité et en force de frappe. Il est de plus en plus évident qu'il s'agit d'une multiplicité de groupes bien organisés et qui comptent avec le soutien de la population. Malgré toute leur supériorité technologique, les troupes américaines n'ont pas une minute de repos et elles sont exposées de façon permanente aux attaques des francs-tireurs et des embuscades avec des mines ou des grenades. Plus de 130 morts aux combats, un chiffre qui dépasse déjà ceux tombés dans la guerre elle-même, et plus de 70 morts dans des "accidents" (à peine trois mois après la fin des hostilités ouvertes) sont des données objectives qui nient tout ce que Rumsfeld et la TV veulent faire croire au peuple américain. Il s'en suit un climat proche de la panique entre les soldats des Etats-Unis, ce qui les mène à commettre encore davantage d'atrocités. Cela est d'ailleurs encouragé par Bush lui-même, qui a affirmé: *"Nous irons chercher nos ennemis dans leurs campements, dans leurs grottes, n'importe où ils se dissimulent"* (déclarations du 26/8).

## La résistance affaiblit le moral des troupes de l'envahisseur

Le moral des troupes américaines se dégrade de jour en jour et il y a déjà eu un cas insolite de militaires qui, dans des interviews données à des organes de presse et de TV, dénonçaient leurs supérieurs de ne pas être au courant de ce qui se passe réellement en Iraq, parce qu'ils restent *"dans leurs bureaux climatisés"*. D'autres, sur un ton de plaisanterie, mais en exprimant certainement un sentiment très ample, ont déclarés que "leurs premières cartes étaient (le vice-président) *Dick Cheney* et (le secrétaire à la Défense) *Dave Rumsfeld*", en référence au jeu de cartes avec les figures des 40 dirigeants de l'ancien régime les plus recherchés par les yankees.

Les attaques meurtrières dans de simples maisons et les assassinats de civils, qui passent en voiture par les barrages routiers et n'obéissent pas aux ordres d'arrêt, sont la réponse de ces troupes ; des faits comme ceux-ci sont devenus quotidiens. Le dernier incident a été le meurtre de sang froid du cameraman palestinien Dana, de l'agence Reuters, face à une prison de l'armée des Etats-Unis qui avait fait l'objet d'une attaque partisane le jour précédent. Les membres de l'équipage d'un tank l'ont simplement repéré, ils ont eu le temps de voir qu'il s'agissait d'un journaliste et, malgré cela, ils ont ouvert le feu et l'ont tué. Des organismes comme "Journalistes sans frontière" et l'agence Reuters elle-même ont exigé du Pentagone une recherche pour découvrir réellement les responsables du décès du journaliste. Cette exigence est en relation avec le fait que ce meurtre s'ajoute à celui d'un autre cameraman, l'espagnol José Couso, dans l'Hôtel Palestine, pendant la guerre. Le commandement central de l'armée des Etats-Unis vient de boucler un dossier qui libère ses troupes de toutes responsabilités pour le décès de Couso.

Mais ce qui effraye le plus les responsables des forces armées impérialistes est qu'il existe un vaste soutien populaire aux actions contre les troupes d'occupation. Les entreprises américaines, et le gouvernement yankee lui-même, obtiennent un profit

effréné par le pillage et l'évacuation du pétrole de l'Iraq. En même temps, les autorités d'occupation actuelles sont même incapables de remettre en service le minimum d'infrastructure de base, comme le réseau électrique ou le service des eaux et des égouts. Le comble est le fait scandaleux que sur la terre du pétrole il manque de combustible. Tout cela mène à une indignation populaire croissante. Les mosquées se sont transformées en centres d'organisation et de discussion. Toutes les promesses des "libérateurs" se traduisent alors dans la réalité concrète, par le chômage pour des centaines de milliers, et par la prison pour des milliers d'anciens soldats ou civils irakiens que les occupants considèrent comme "dangereux". Voici la raison profonde du soutien massif de la population aux actions de la résistance partisane, actions qui paraissent partagées par diverses organisations, tant nationalistes qu'islamiques, sunnites et chiites.

Il s'ouvre ainsi une dynamique de résistance des masses à l'occupation, qui ne pourra pas être résolue en emprisonnant ou en assassinant simplement quelques dirigeants. Au contraire, n'importe qui, qui essaye de vaincre ce processus, devrait exiger pendant longtemps la permanence de milliers de soldats impérialistes, qui agissent à coups de canon contre la population. Précisément le contraire de ce que voulaient les yankees.

## **Ils font marche arrière dans leurs plans**

Ce n'est pas un hasard si après les premières déclarations triomphantes, l'impérialisme yankee a dû faire marche arrière dans ses plans de continuer sa "guerre préventive" en attaquant d'autres "axes du mal" comme l'Iran, la Syrie et même la Corée du Nord.

Au contraire, sa préoccupation est aujourd'hui très différente: il s'agit d'obtenir de l'ONU qu'elle légalise l'occupation militaire de l'Iraq, de façon à diminuer son coût politique, et même de préparer un retrait dans le futur; ou d'obtenir un soutien militaire pour son occupation de l'Afghanistan, comme l'a demandé Bush au président argentin Kirchner, de façon à pouvoir se concentrer davantage en Iraq. Sa préoccupation se manifeste aussi dans le besoin d'obtenir une issue négociée rapide en Palestine. Ce qui est certain, c'est que le triomphe militaire en Iraq, au lieu de fortifier l'impérialisme, c'est transformé en une grave source de problèmes. Comme échantillon de ces problèmes, il y a le refus d'intervenir militairement dans la guerre civile sanguinaire au Liberia, un petit pays de la côte occidentale africaine, lié aux Etats-Unis depuis sa création au 19<sup>ième</sup> siècle.

## **Le fantôme du Vietnam**

Les échos de cette réalité se sont déjà fait sentir à l'intérieur des Etats-Unis. En premier lieu, la fraude autour de la question des "armes de destruction massive" a produit un discrédit sur la véritable raison de la guerre et affaiblit toute justification pour maintenir l'occupation. En Angleterre, la question a mené à une crise politique du gouvernement Blair, avec l'affaire Kelly (le scientifique qui s'est "suicidé" après avoir raconté la vérité à un journaliste de la BBC). Aux Etats-Unis, elle a déjà causée une usure de l'image de Bush, qui est tombé de 86 % à 54 % depuis la fin de la guerre et qui continue à tomber à une moyenne de 5 % par mois. En plus, il commence à se manifester une impatience par rapport aux sacrifices pour financer la guerre et l'occupation: les frais nécessaires pour maintenir les troupes actuelles tourneraient autour de 60 000 millions de dollars par an (et quelques membres de l'armée exigent d'augmenter le contingent de soldats, sans quoi, selon eux, il serait impossible de garantir le contrôle du pays). Cette chute de popularité n'est pas seulement due aux problèmes en Iraq. A eux s'ajoutent la récession économique et l'augmentation du chômage, ainsi que le rejet par les classes moyennes et des intellectuels des atteintes

aux libertés démocratiques, promus par le gouvernement yankee à l'intérieur même des Etats-Unis, avec l'excuse de la "guerre antiterroriste".

Il est significatif que des familles de soldats prennent l'initiative d'une série d'actions de protestation contre la politique du gouvernement et exigent le retour de leurs parentés du territoire irakien. Plusieurs d'entre eux ont créé le réseau *Bring them home* (Ramenez-les à la maison) pour lutter pour le retrait des troupes, celui-ci compte avec des centaines d'adhésions. Une réunion récente dans une base de Fort Stewart a terminé sur une confrontation entre des parents et un colonel de l'armée qui essayait de les convaincre que la permanence pour un certain temps de leurs maris ou fils en Iraq était encore nécessaire. La combinaison entre une guérilla avec le soutien des masses dans le pays occupé et les protestations à l'intérieur même des Etats-Unis a ranimé dans les mémoires le fantôme du Vietnam. Voilà pourquoi, Rumsfeld lui-même a essayé d'affirmer: *"il y a beaucoup de média dans lesquels des personnes ou des journalistes disent que 'déjà il s'agit du Vietnam ', ou se demandent si on en est déjà là. Et il n'en est pas ainsi. Nous sommes dans une époque différente et un lieu différent."* C'est pourquoi, le débat sur la situation en Iraq et la politique de Bush commence à s'étendre même parmi la bourgeoisie yankee et s'est déjà exprimé dans les média de presse aussi importants que le *Washington Post* et le *New York Times*. Le rêve de Bush de se prétendre le "libérateur de l'Iraq" s'est transformé en un cauchemar. Les travailleurs et les peuples du monde entier se solidarisent avec intérêt et luttent pour que ce cauchemar soit chaque fois plus grand. C'est pourquoi, nous sommes du côté de la résistance irakienne, jusqu'à l'expulsion des troupes impérialistes, et nous ferons tout qui est à notre portée pour que cela ouvre une période de crise politique encore supérieure que celle qui a trouvée son origine dans la guerre du Vietnam, dans la plus grande puissance impérialiste. Retrait des troupes impérialistes! L'Iraq pour les irakiens!

## BOX

### L'attentat contre l'ONU et son véritable rôle en Iraq

Le 19/8, un camion piégé a explosé à côté de l'immeuble où siège l'ONU à Bagdad. Dans l'explosion est mort le chef de la mission de l'ONU, le brésilien Sergio Viera de Melo. Les gouvernements impérialistes, et les gouvernements complices et réformistes de tout genre, se sont empressés à s'avancer en défense de l'ONU et de sa "mission humanitaire" et à condamner les attentats parce que, selon eux, ils iraient "à l'encontre du peuple irakien", "contre la paix", etc. C'est d'une belle hypocrisie! Ils oublient très rapidement que le peuple irakien a souffert, pendant 12 années, des sanctions qui ont empêché le pays de recevoir des médicaments et des aliments. Les conséquences de ce blocus ont causé de grandes souffrances au peuple irakien et ont décimé leur population, en particulier les enfants et les personnes âgées. Ces sanctions ont été appliquées au nom de l'ONU et ont été approuvées par son Conseil de Sécurité. Pour les Irakiens, ce n'est vraiment pas facile de croire en la "mission humanitaire" d'un tel organisme.

En plus, bien que le Conseil de Sécurité n'ait pas formellement approuvé l'invasion anglo-yankee, cette organisation n'a absolument rien fait pour l'empêcher. Elle n'a même pas voté une résolution qui la condamnerait, pour violer la souveraineté d'un autre pays membre de l'ONU. Après l'occupation, elle a eu vite fait d'approuver l'autorité des Etats-Unis sur le territoire irakien et sur ses richesses, en particulier le pétrole. En échange, elle n'a que mendié "un rôle dans la reconstruction de l'Iraq" (c'est-à-dire "répartir le butin avec les partenaires impérialistes européens"). L'envoyé pour accomplir cette mission a été Vieira de Melo, choisi personnellement par Kofi Annan avec l'accord de Bush, celui qui, en plus de représenter *sur place* les intérêts des autres puissances de l'ONU, essaierait de donner une couverture "humanitaire" à l'occupation des Etats-Unis.

Avec la situation que nous venons de décrire: pénurie économique, pillage des richesses du pays, invasion des transnationales impérialistes, les soldats étrangers poursuivant et fustigeant de façon permanente la population; il ne faut pas s'étonner que l'ONU soit vue par les irakiens comme une partie du schéma de l'occupation et, par conséquent, soit la cible elle aussi de la juste haine et de l'indignation de la population irakienne.